



Un jeu d'ombres à Vienne plane sur l'accord nucléaire iranien

Aucun des acteurs ne peut admettre que la relance du JCPOA fait pâle figure face au véritable enjeu : la puissance de missiles iranienne.

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 28 avril 2021

[Asia Times](#) 27 avril 2021

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

Peu de gens, hormis les spécialistes, ont peut-être entendu parler de la Commission mixte du JCPOA. Il s'agit du groupe chargé d'une tâche sisyphéenne : relancer l'accord nucléaire iranien de 2015 par une série de négociations à Vienne.

L'équipe de négociation iranienne était de retour à Vienne le 26 avril, dirigée par le vice-ministre des Affaires étrangères Seyed Abbas Araghchi. Le jeu d'ombres commence par le fait que les Iraniens négocient avec les autres membres du P+1 – Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne – mais pas directement avec les États-Unis.

Ce n'est pas rien. Après tout, c'est l'administration de Donald Trump qui a fait sauter le JCPOA, ou Plan d'Action global conjoint. Il y a une délégation américaine à Vienne, mais elle ne parle qu'avec les Européens.

Le jeu d'ombres se met en branle lorsque chaque table de café viennoise connaît les lignes rouges de Téhéran : Soit c'est le retour au JCPOA initial, tel qu'il a été convenu à Vienne en 2015 puis ratifié par le Conseil de Sécurité de l'ONU, soit rien.

Araghchi, doux et poli, a dû s'exprimer une fois de plus sur le sujet pour souligner que Téhéran quittera les pourparlers si ceux-ci s'orientent vers des « brimades », une perte de temps ou même une danse de salon, qui est aussi une perte de temps sous une autre terminologie.

Ni franchement optimiste ni pessimiste, il reste, disons, prudemment positif, du moins en public : « Nous ne sommes pas déçus et nous ferons notre travail. Nos positions sont très claires et fermes. Les sanctions doivent être levées, vérifiées – et ensuite l'Iran doit revenir à ses engagements ».

Donc, au moins en théorie, le débat est toujours d'actualité. Araghchi : « Il y a deux types de sanctions américaines contre l'Iran : premièrement, les sanctions catégorisées ou dites divisionnaires, comme les sanctions pétrolières, bancaires et d'assurance, maritimes, pétrochimiques, de construction et d'automobile ; et, deuxièmement, les sanctions contre les personnes réelles et légales ».

« Deuxièmement » est la question clé. Il n'y a absolument aucune garantie que le Congrès

américain lève la plupart ou même une partie importante de ces sanctions. Tout le monde à Washington le sait – et la délégation américaine le sait.

Lorsque le Ministère des Affaires étrangères de Téhéran, par exemple, déclare qu'un accord a été trouvé sur 60% ou 70%, c'est un code pour la levée des sanctions divisionnaires. Lorsqu'il est question de « deuxièmement », Araghchi doit rester évasif : « Il y a des questions complexes dans ce domaine que nous examinons ».



Le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif (R) discute avec son adjoint Seyed Abbas Araghchi alors qu'ils attendent l'arrivée du ministre japonais des Affaires étrangères à Téhéran, le 12 juin 2019.

Maintenant, comparez-le avec l'évaluation d'initiés iraniens informés à Washington, comme l'expert en politique nucléaire [Seyed Hossein Mousavian](#). Ce sont plutôt des réalistes pessimistes.

Cela tient compte des lignes rouges non négociables établies par le guide suprême, l'ayatollah Khamenei, lui-même. Sans compter les pressions incessantes exercées par Israël, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis, qui sont tous opposés au JCPOA.

Mais il y a aussi un jeu d'ombres supplémentaire. Les services secrets israéliens ont déjà informé le cabinet de sécurité qu'un accord sera très certainement conclu à Vienne. Après tout, le récit d'un accord réussi est déjà en train d'être construit comme une victoire de politique étrangère par l'administration Biden-Harris – ou, comme les cyniques préfèrent, Obama-Biden 3.0.

Pendant ce temps, la diplomatie iranienne continue de tourner à plein régime. Le ministre des Affaires étrangères Zarif est en visite au Qatar et en Irak, et a déjà [rencontré](#) l'émir du Qatar, le cheikh Tamim al Thani.

Le président iranien Hassan Rohani, pratiquement en fin de mandat avant les élections présidentielles de juin, revient toujours sur le même point : plus de sanctions américaines ; vérification de l'Iran ; puis l'Iran reviendra à ses « obligations nucléaires ».

Le Ministère des Affaires étrangères a même publié une [fiche d'information](#) assez détaillée soulignant une fois de plus la nécessité de supprimer « toutes les sanctions imposées, réimposées et réétiquetées depuis le 20 janvier 2017 ».

La fenêtre d'opportunité pour un accord ne durera pas longtemps. Les partisans de la ligne dure à Téhéran ne s'en soucient guère. Au moins 80% des membres du Parlement de Téhéran sont désormais des partisans de la ligne dure.

Le prochain président sera très certainement un partisan de la ligne dure. Les efforts de l'équipe Rohani ont été qualifiés d'échec depuis le début de la campagne de « pression maximale » de Trump. Les partisans de la ligne dure sont déjà en mode post-JCPOA.

Ce fatidique Fateh

Ce qu'aucun des acteurs de ce jeu d'ombres ne peut admettre, c'est que la relance du JCPOA fait pâle figure face au véritable enjeu : la puissance et la portée des missiles iraniens.

Lors des [négociations initiales](#) de 2015 à Vienne, Obama-Biden 2.0 ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour inclure les missiles dans l'accord.

Chaque grain de sable du désert du Néguev sait qu'Israël ira jusqu'au bout pour conserver sa primauté en matière d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Grâce à un spectaculaire kabuki, le fait qu'Israël soit une puissance nucléaire reste « invisible » pour l'opinion publique mondiale.



La centrale nucléaire de Dimona dans le sud du désert du Néguev israélien. Le complexe a été décrit par Israël comme divers types d'installations non nucléaires jusqu'à ce que le premier ministre de l'époque, David Ben Gourion, déclare en décembre 1960 qu'il s'agissait d'un centre de recherche nucléaire à « des fins pacifiques ». En 1986, un technicien de l'usine a révélé au Sunday Times de Londres qu'elle était utilisée pour produire des armes nucléaires. Israël refuse de signer le traité de non-prolifération nucléaire. Le 22 avril 2021, un missile syrien explose à 30 km de Dimona.

Alors que Khamenei a publié une fatwa déclarant clairement que la production, le stockage et l'utilisation d'armes de destruction massive - notamment nucléaires - sont haram

(interdits par l'Islam), les dirigeants israéliens se sentent libres de commanditer des coups d'éclat tels que le sabotage ce mois-ci, probablement par le Mossad, du complexe nucléaire iranien (civil) de Natanz.

Le chef de la Commission de l'Énergie du Parlement iranien, Fereydoun Abbasi Davani, a même accusé Washington et Londres d'être complices du sabotage de Natanz, car ils ont sans doute fourni des informations à Tel Aviv.

Pourtant, aujourd'hui, un missile solitaire fait littéralement exploser une grande partie du jeu d'ombres.

Le 22 avril, au cœur de la nuit, avant l'aube, un missile syrien a explosé à seulement 30 kilomètres du réacteur nucléaire israélien ultra-sensible de Dimona. La version officielle - et insistante - israélienne : Il s'agissait d'un missile « errant ».

[Eh bien, pas vraiment.](#)

[Voici](#) - troisième vidéo en partant du haut - des images de l'explosion très importante. De manière tout aussi significative, Tel Aviv est resté absolument muet lorsqu'il s'est agi de proposer une preuve d'identité du missile. S'agissait-il d'un vieux SA-5 soviétique de 1967 ? Ou, plus vraisemblablement, d'un Fateh-110 iranien de 2012, surface-surface à courte portée, fabriqué en Syrie sous le nom de [M-600](#), et également possédé par le Hezbollah ?

L'arbre généalogique des Fatehs est présenté dans le tableau ci-dessous. L'estimable Elijah Magnier a posé de très bonnes [questions](#) sur la frappe près de Dimona. J'ai complété sa contribution par une discussion assez éclairante avec des physiciens, à laquelle a participé un expert en renseignement militaire.



Le Fateh-110 fonctionne comme un missile balistique classique, jusqu'au moment où l'ogive commence à manœuvrer pour échapper aux défenses ABM. La précision peut aller jusqu'à 10 mètres, alors que la précision nominale est de 6 mètres. Il a donc frappé exactement là où il était censé le faire. Israël a officiellement confirmé que le missile n'a pas été intercepté - après une trajectoire d'environ 266 kilomètres.

Cela ouvre une toute nouvelle boîte de Pandore. Elle implique que les performances du Dôme de Fer, tant vanté et [récemment amélioré](#), sont loin d'être hermétiques - et c'est un euphémisme. Le Fateh a volé si bas que le Dôme de Fer n'a pas pu l'identifier.

La conclusion inévitable est qu'il s'agissait d'un combo message-alerte. De Damas. Avec un cachet personnel de Bachar al-Assad, qui aurait dû approuver un lancement de missile aussi sensible. Un message d'avertissement délivré par la technologie des missiles iraniens, totalement accessible à l'Axe de la Résistance, ce qui prouve que les acteurs régionaux disposent d'importantes capacités de furtivité.

Il est essentiel de se rappeler que lorsque Téhéran a envoyé une volée de versions délibérément plus anciennes de Fateh-313 sur la base américaine d'Ayn al-Assad en Irak, en réponse à l'assassinat du général Qasem Soleimani en janvier 2020, les radars américains se sont éteints.

La technologie des missiles iraniens comme dissuasion stratégique de premier ordre. Voilà le jeu d'ombres qui fait de Vienne une attraction.

Pepe Escobar

Article original en anglais :



[Vienna Shadow Play Hangs over Iran Nuke Deal](#)

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Asia Times](#)

Copyright © [Pepe Escobar](#), [Asia Times](#), 2021

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca